

ÉLECTIONS VOLÉES EN 2024 : TCHAD, VENEZUELA, MOZAMBIQUE

Points clefs

Trois élections présidentielles tenues en 2024, au Tchad, au Venezuela et au Mozambique, ont été marquées par la **manipulation systématique des processus électoraux** et la **répression des oppositions**.

1. Avant le vote : préparer la fraude

La manipulation commence bien avant l'ouverture des urnes. Les **organes électoraux sont capturés**, les **listes gonflées** et les **candidatures gênantes éliminées**.

2. Pendant le vote : contrôler le scrutin

Le jour-J, la fraude prend des formes visibles : **militarisation des bureaux, intimidation des électeurs, absence d'observation indépendante, pots-de-vin et manipulation directe des bulletins**. Le déplacement d'urnes, les bulletins pré-remplis ou les dispositifs de surveillance vident le vote de sa substance.

3. Après le vote : verrouiller les résultats

Le dépouillement permet de consolider la fraude. Les **résultats sont proclamés de manière précipitée, les procès-verbaux retenus ou falsifiés, les recours ignorés**. L'opacité institutionnelle rend toute vérification indépendante impossible.

4. Après les résultats : étouffer la contestation

La fraude électorale s'accompagne d'une **répression sévère**. Arrestations, blocages médiatiques et criminalisation des opposants empêchent toute contestation organisée, verrouillant durablement le rapport de force politique.



SOMMAIRE

CHRONOLOGIE	<u>2</u>
I. INTRODUCTION	<u>3</u>
II. COMMENT LES RÉGIMES VERROUILLENT LE PROCESSUS ÉLECTORAL	<u>3</u>
III. TROIS SCRUTINS TRUQUÉS	<u>4</u>
IV. LEÇONS OPÉRATIONNELLES	<u>6</u>
V. SOURCES	<u>7</u>

CHRONOLOGIE

6 MAI 2024

Le Tchad organise une élection présidentielle **présentée comme la fin de la transition militaire** ouverte depuis 2021.

AOUT 2024

Mois de mobilisations au Venezuela à l'annonce de la victoire de Nicolás Maduro. **Au moins 25 personnes ont été tuées et plus de 2400 arrêtées.**

19 OCTOBRE 2024

Au Mozambique, **Elvino Dias et Paulo Guambe**, deux figures de l'opposition, **sont assassinés**

28 JUILLET 2024

Le Venezuela tient une élection présidentielle dans un **contexte de verrouillage complet du processus électoral.**

9 OCTOBRE 2024

Le Mozambique organise une élection présidentielle et générale **censée renouveler le pouvoir exécutif et législatif.**

MAI 2025

Succès Masra, principale figure d'opposition au Tchad, **est arrêté et condamné à 20 ans de prison.**

I. INTRODUCTION

Non seulement la démocratie ne se résume pas au droit de voter, mais elle suppose aussi que ce droit puisse s'exercer dans des **conditions de légalité, de transparence et de contrôle**. Un vote dont le résultat ne peut être vérifié ou contesté n'est qu'une tentative maladroite de légitimer *a posteriori* un pouvoir autoritaire par les urnes.

En 2024, trois élections présidentielles au Tchad, au Venezuela et au Mozambique, ont confirmé cette dérive : des scrutins qui ont servi uniquement à prolonger des régimes en fin de vie.

Les contextes diffèrent (transition militaire prolongée au Tchad, régime civil verrouillé au Venezuela, parti-État consolidé au Mozambique), mais les mécanismes sont identiques : **verrouillage institutionnel, falsification du processus électoral, répression des opposants et confiscation du résultat**.



Des manifestants brandissent lors d'une grève nationale pour protester contre les résultats provisoires des élections du 9 octobre, à Maputo, au Mozambique, le 21 octobre 2024.

II. COMMENT LES RÉGIMES VERROUILLENT LE PROCESSUS ÉLECTORAL

Dans les trois cas, **la fraude n'est pas improvisée mais ancrée dans des institutions perverses** afin de la permettre. Ainsi les organes électoraux, censés garantir la neutralité du vote, sont dirigés par des proches du pouvoir :

Au Tchad, l'**Agence nationale de gestion des élections** (ANGE) et le Conseil constitutionnel dépendent directement de la présidence, et les autorités ont au dernier moment refusé l'accréditation aux milliers d'observateurs électoraux civils formés par l'Union européenne (1, 2).

Au Venezuela, le **Consejo Nacional Electoral** (CNE) est également contrôlé par des alliés du régime. Les machines de vote sont fermées à tout audit, le code source n'est pas accessible et la transmission des résultats est centralisée sans vérification externe (5).

Au Mozambique, la **Comissão Nacional de Eleições** (CNE) et le Conseil constitutionnel sont sous la tutelle du *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO) au pouvoir. La mission d'observation de l'Union européenne a noté des « *altérations injustifiées des résultats* » et l'absence de publication des procès-verbaux bureau par bureau (7, 8).

Ces verrouillages institutionnels rendent impossible tout contrôle citoyen réel et assurent au pouvoir, avant même le vote, la maîtrise du résultat.

III. TROIS SCRUTINS TRUQUÉS

1. LE TCHAD

Le 6 mai 2024, le Tchad a organisé une élection présidentielle présentée comme la fin de la transition militaire ouverte après la mort d'Idriss Déby Itno en 2021. En réalité, **le scrutin a servi à légitimer la continuité du régime de Mahamat Idriss Déby**. L'ANGE, officiellement indépendante mais entièrement contrôlée par le pouvoir, a organisé le scrutin sans audit indépendant des listes électorales et sous une stricte surveillance politique. Le Conseil constitutionnel et l'autorité des médias étaient eux aussi inféodés au régime via des nominations partisans.

La **transparence du scrutin a été quasiment inexistante** : près de 3 000 observateurs de la société civile, dont la formation avait été financée par l'Union européenne, ont été empêchés d'accéder aux bureaux de vote, parfois le matin même du scrutin (1, 2). D'autres observateurs indépendants européens et locaux ont été privés d'accréditation.

Des **fraudes massives** ont été rapportées : bourrages d'urnes, transport organisé d'électeurs favorables au pouvoir, bulletins pré-remplis et urnes déplacées par des militaires pour être comptabilisées hors site. Le parti Les Transformateurs, dirigé par Succès Masra, a documenté ces pratiques.

Malgré la complexité logistique du dépouillement, les résultats officiels ont été annoncés seulement trois jours après le scrutin. Ce délai matériellement impossible dans les conditions logistiques du Tchad a rendu **toute vérification indépendante impraticable et consolidé la version imposée par le pouvoir**. Des tirs de "célébration" (en fait d'intimidation) des forces de sécurité ont ensuite fait au moins neuf morts dans la capitale (2).

L'élection s'est déroulée dans un climat d'intimidation et de répression ciblée contre l'opposition. En février 2024, Yaya Dillo avait été tué lors d'un raid militaire : un acte dénoncé comme une exécution extrajudiciaire (11). Après le scrutin, Succès Masra a déposé un recours rejeté sans enquête. En mai 2025, il a été arrêté et condamné à 20 ans de prison (3).



Portrait de Succès Masra, février 2024

2. LE VENEZUELA

Le 28 juillet 2024, le Venezuela a tenu une élection présidentielle dans un contexte de **verrouillage complet du processus électoral** par le régime de Nicolás Maduro. La principale figure de l'opposition, María Corina Machado, avait été arbitrairement écartée par décision judiciaire, privant l'opposition de sa candidate naturelle. Son remplaçant, Edmundo González Urrutia, était néanmoins encore donné largement favori dans tous les sondages indépendants.

Très peu d'observateurs internationaux ont été autorisés : seuls quelques membres du Carter Center et quatre experts de l'Organisation des Nations unies ont eu accès au scrutin, sous encadrement strict. Le CNE, contrôlé par le régime, a **renforcé l'opacité du processus**.



María Corina Machado, mai 2024

Face à l'absence d'accès aux procès-verbaux officiels, l'opposition a mis en place une opération parallèle de collecte. Des récepteurs Starlink et des scanners importés clandestinement dans le pays ont permis de collecter près de 80 % des PV, révélant 67 % des voix pour González contre 30 % pour Maduro (4).

Le régime a annoncé dès le lendemain la victoire de Maduro avec 51 %, invoquant ensuite une « cyberattaque » pour justifier l'absence de publication des PV. L'Union européenne, les États-Unis, l'Organisation des États Américains et le G7 ont refusé de reconnaître le résultat (5). **Les manifestations qui ont suivi ont été violemment réprimées et les médias d'opposition bloqués (6).**



Manifestation au Venezuela à l'annonce de la victoire de Nicolás Maduro, le 3 août 2024

3. LE MOZAMBIQUE

Le 9 octobre 2024, le Mozambique a organisé une élection présidentielle et générale censée renouveler le pouvoir exécutif et législatif. Ce scrutin a confirmé l'emprise du FRELIMO sur le processus électoral. Des organisations indépendantes ont dénoncé des anomalies d'enregistrement, y compris des « électeurs fantômes » et des zones où les inscrits dépassaient l'estimation de la population en âge de voter, créant les conditions de votes fictifs au profit du parti au pouvoir. Deux figures de l'opposition proches de l'opposant Venâncio Mondlane, **l'avocat Elvino Dias et le responsable politique Paulo Guambe, ont été assassinés** (10).



Venancio Mondlane, Reuters

Le jour du vote, des missions d'observation de l'UE et le réseau civique *Mais Integridade* ont documenté des **irrégularités massives** : bourrages d'urnes, invalidations abusives de bulletins, tentative de corruption et expulsions d'observateurs et entraves à l'observation (8, 9).

Lors du dépouillement, la mission UE a relevé des « irrégularités » et une « altération injustifiée » des résultats ; la CNE a proclamé Daniel Chapo vainqueur, ce que le Conseil constitutionnel a confirmé en décembre 2024 (7, 8, 9, 10). Les médias internationaux ont souligné l'écart entre ces alertes et la validation finale (13, 9).



Bureau de vote à Nampula, en Mozambique

IV. LEÇONS OPÉRATIONNELLES

Ces recommandations ne peuvent produire leurs effets que dans un contexte où le pouvoir en place accepterait de se contraindre lui-même, ce qui, dans les situations étudiées, constitue précisément le cœur du problème. Elles ne deviennent opératoires qu'à la condition d'une vigilance citoyenne renforcée, capable de créer un rapport de force collectif qui oblige le gouvernement à céder.

1. Indépendance réelle de l'arbitre électoral

La capture des commissions électorales et des cours constitutionnelles a été le pivot des trois fraudes. Un **renforcement institutionnel en amont** (autonomie budgétaire, nomination pluraliste, publication obligatoire des résultats détaillés) est essentiel pour **éviter la manipulation structurelle**.

2. Observation électorale robuste et protégée

La neutralisation ou la restriction des observateurs a facilité la fraude. **L'accès effectif et sécurisé d'observateurs nationaux et internationaux doit être garanti**, et leur protection renforcée face aux pressions et intimidations.

3. Transparence du dépouillement et des données

La falsification s'est consolidée au moment du dépouillement et de la compilation. La **publication en temps réel des procès-verbaux par bureau** et **l'existence de systèmes parallèles de vérification** sont des garde-fous indispensables.

4. Protection de la contestation post-électorale

La répression qui suit l'annonce des résultats verrouille le rapport de force. Des **mécanismes rapides de protection des leaders politiques, journalistes et observateurs** sont nécessaires pour maintenir une capacité de contestation. Ils passent notamment par une documentation précise des violations des droits de l'homme, et par la création de réseaux de solidarité qui soutiennent les acteurs de la contestation et anticipent la répression.

5. Pression internationale ciblée et anticipée

Des sanctions et des mécanismes diplomatiques coordonnés, activés avant, pendant et après le scrutin, peuvent rendre la fraude politiquement risquée pour ses auteurs, en isolant les responsables, en délégitimant rapidement les résultats falsifiés et en renforçant la position des acteurs démocratiques locaux.

V. SOURCES

- (1) VOA Africa, “Chad criticized for failing to allow EU-funded election observers”, 7 mai 2024
- (2) Human Rights Watch, “Chad: Political Transition Ends in Déby’s Election”, 13 mai 2024
- (3) Reuters, “Chad’s former PM taken into custody / sentenced to 20 years”, 16 mai & 9 août 2025
- (4) El País, “Who won the Venezuelan election? Opposition data is more verifiable than the official figures”, 2 août 2024
- (5) The Guardian, “‘No democratic legitimacy’: EU rejects Maduro’s Venezuela election win claim”, 29 août 2024
- (6) Amnesty International, Public Statement: Mass arbitrary detentions after the 2024 presidential election, 28 nov. 2024
- (7) European Union Election Observation Mission (EU EOM), Final Report on Mozambique General Elections 2024, 30 janv. 2025
- (8) Al Jazeera, “EU observers say ‘unjustified alteration’ of Mozambique election results”, 22 oct. 2024
- (9) Reuters, “Mozambique counts votes amid allegations of irregularities”, 10 oct. 2024
- (10) The Guardian, “Mozambique ruling party’s candidate declared winner amid fraud claims”, 24 oct. 2024
- (11) VOA Africa, “Human Rights Watch Urges Investigation of Chadian Opposition Figure (Yaya Dillo)”, 3 mars 2024
- (12) CIP / Centro de Integridade Pública, Elections Bulletin n°312: “Fake observer caught bribing opposition monitor”, 15 oct. 2024 — https://university.open.ac.uk/technology/mozambique/sites/www.open.ac.uk.technology.mozambique/files/files/Election-Bulletin-312_15Oct24_Paying-bribe-to-be-allowed-to-stuff.pdf
- (13) AP News, “Mozambique’s ruling party candidate declared winner amid fraud claims”, 24 oct. 2024